

L'EUROPE S'ENGAGE EN MARTINIQUE

Programme Opérationnel FEDER - FSE Martinique

RÉSUMÉ CITOYEN 2019



Des politiques publiques adaptées aux enjeux territoriaux

Pour la période 2014-2020, les Fonds Européens constituent un important levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales, visant à la cohésion socio - économique et la solidarité en Martinique. Par la mise en complémentarité des fonds communautaires, nationaux et régionaux, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) propose des solutions adaptées à ses ambitions et aux enjeux du territoire. Ceux - ci sont identifiés dans le diagnostic territorial réalisé en 2012, actualisé dans les différents plans et schémas élaborés par la CTM ou ses partenaires.

Avec le FEDER, ce sont 10 axes prioritaires qui sont définis :

- L'innovation,
- Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC),
- La croissance des entreprises,
- Les solutions énergétiques durables,
- Les aides compensatoires à l'investissement (éloignement et handicap structurel),
- La préservation et la valorisation de l'environnement,
- Le transport et l'accessibilité,
- La valorisation du potentiel touristique,
- L'inclusion sociale,
- L'insertion professionnelle.

Les Rapports Annuels de Mise en Oeuvre (RAMO) ont pour objectifs d'évaluer la bonne exécution du programme, de constater les effets et impacts de la mobilisation des crédits européens sur la développement économique en région.

Rapport Annuel de Mise en Oeuvre - RAMO Année 2019

Trouver des solutions aux enjeux du territoire

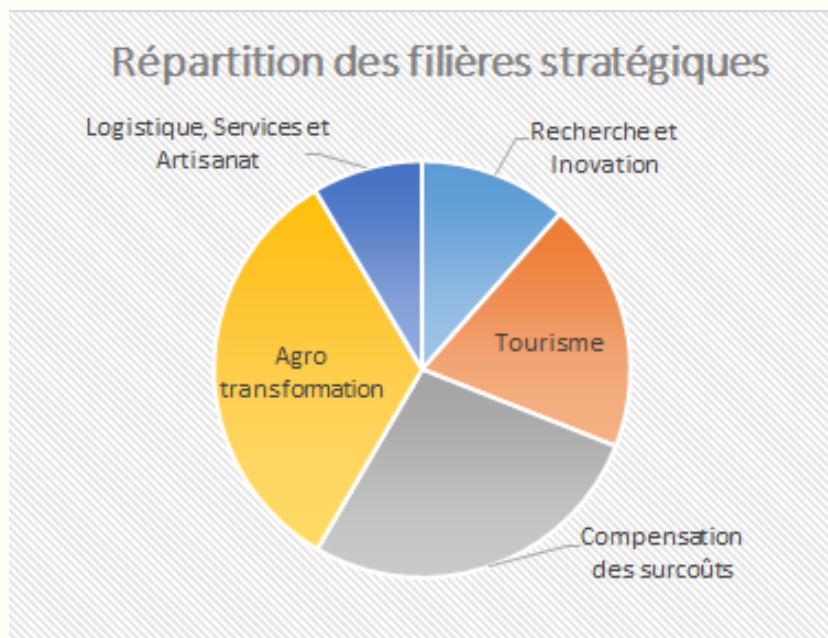
Page 2

Des investissements dans les secteurs clés

Page 3

L'inclusion et l'insertion comme pilier sociétal

Page 5



Trouver des solutions aux enjeux du territoire

Le secteur touristique est soutenu:

41 opérations programmées représentant 59 M€ de coût total.

Les entreprises d'agro-transformation sont les plus représentées (33% des entreprises) et correspondent bien à l'une des filières stratégiques identifiées par le PO (mesure 3.1 : implantation dans des lieux d'accueil offrant des services et des équipements mutualisés).

Les autres secteurs financés sont:

- La logistique,
- Les services,
- L'artisanat.

L'ensemble des secteurs productifs est concerné par l'« aide au fret de matières premières » :

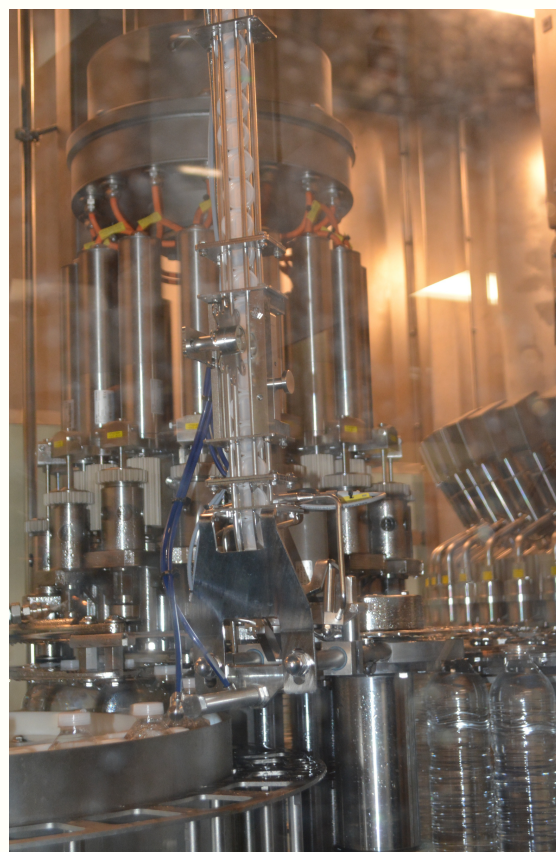
- 193 entreprises bénéficient d'un soutien au titre de la compensation des surcoûts pour 83 M€ de coût total programmé (31 M€ de FEDER).

Si les entreprises d'agro-transformation sont très représentées, les petites entreprises bénéficient d'un impact socio-économique important (+ 5%).

Au cours de la mise en œuvre du programme opérationnel, 571 opérations ont été retenues pour bénéficier d'un soutien du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ou du Fonds Social Européen (FSE) pour un coût total de 891 M€, soit 80% des montants disponibles sur la période 2014-2020.

303 M€ pour renforcer les facteurs de compétitivité :

- 34 opérations seront soutenues à travers des actions de recherche et d'innovation dans le domaine de la Stratégie de spécialisation intelligente, pour un coût total de 35 M€ et une participation FEDER de 23 M€.



CHIFFRES CLÉS

Financement de projets :

☛ 891 millions d'euros investis, soit

☛ 80% des montants disponibles sur la période 2014-2020

75 M€ d'investissements pour soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone:

- 4 projets soutenus dont 2 opérations d'installation et d'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture et 2 opérations de maîtrise de la demande en énergie.

Ces projets permettent d'augmenter la capacité de production des énergies renouvelables et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 4 596 tonnes de CO₂eq/an. A cela vient se rajouter un programme ambitieux de diminution de l'impact carbone de l'éclairage public. Une opération avec un coût total de 27M€, ayant pour objectif de changer 8 000 points lumineux sur le territoire.



Des investissements dans les secteurs clés

Afin de réduire la précarité énergétique des ménages, un programme d'équipement en chauffe eau solaire pour 7 M€ de FEDER est prévu.

Ambition: installation de 8 000 chauffe- eaux solaires.

La Martinique est confrontée de manière permanente à de nombreux risques naturels. Le risque sismique figure parmi les plus prégnants, compte tenu de la localisation de l'île dans l'arc des petites Antilles et sur la zone de convergence des plaques tectoniques nord et sud américaines, avec la plaque Caraïbe.

70 M€ d'investissements sont cofinancés pour la sécurisation contre le risque sismique de 5 établissements scolaires. Ce sont 3 240 élèves et membres de la communauté scolaire qui bénéficieront d'une meilleure protection contre ce risque.

Le risque de submersion est lui aussi pris en compte avec 2 opérations pour un coût total de 6M€ et un projet de mise hors d'eau de la plaine de Rivière-Salée pour 5M€.

Pour améliorer la prise en charge des personnes âgées dépendantes, il est prévu la construction d'un établissement d'hébergement à Saint-Joseph pour un montant total de 13 M€ et une participation FEDER de 5 M€. Ainsi, l'offre d'équipements adaptée (84 lits et une surface de 4 428 m²) pour cette population augmente.



CHIFFRES CLÉS

ECLAIRAGE PUBLIC :

☛ 27 millions d'euros investis,

☛ 8 000 points lumineux changés sur le territoire



Des investissements dans les secteurs clés (suite)

159 M€ pour soutenir l'aménagement durable du territoire martiniquais. Ce sont 9 projets aidés qui doivent permettre la modernisation ou la construction de 3 équipements structurants :

- L'extension de la Pointe des Grives - Quai principal de l'infrastructure portuaire du Grand Port Maritime de la Martinique pour un coût total de 42 M€ et une participation FEDER de 13 M€,
- La modernisation et l'extension des installations et des infrastructures aéroportuaires de Fort-de-France pour un coût total 61 M€ et une participation FEDER 19 M€,
- La création du Complexe environnemental du Petit Galion, d'un coût total éligible de 43.53 M€ qui mobilise 19 M€ de FEDER.

Ce complexe s'insère dans le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux en répondant de façon optimale à l'absence d'autre exutoire en Martinique pour les déchets non valorisables. Il contribue sur le même site à la valorisation de 40 000 tonnes de déchets par an.



CHIFFRES CLÉS

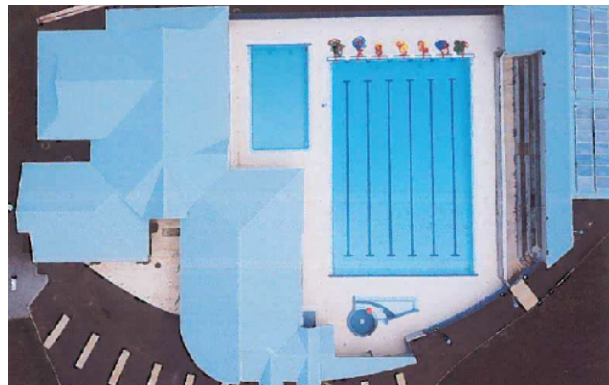
Attraction et inclusion dans les territoires :

☛ **52 millions d'euros investis,**

☛ **16 projets aidés**

L'inclusion et l'insertion comme pilier sociétal

4 projets d'inclusion sociale (médiathèque, hall des sports...) sont soutenus pour un coût total de 11M€, dont la construction d'une piscine communautaire au Saint-Esprit, portée par la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique(CAESM) pour un montant de 4 M€ dont 1 M€ de FEDER.



14 M€ pour adapter les équipements dédiés à l'insertion professionnelle renforcée des jeunes.

2 dossiers ont été programmés, permettant de renforcer l'accueil en hébergement et la formation du RSMA-M, pour un coût total de 14 M€ dont 4 M€ de FEDER pour :

- Un centre de formation professionnelle (niveau de réalisation 55%),
- Des bâtiments destinés à l'hébergement, l'instruction générale, la gestion et l'encadrement de 400 stagiaires de la formation professionnelle du RSMA-M (niveau de réalisation 75%).

Ces investissements permettront de doubler le nombre de jeunes bénéficiant d'une formation par le RSMA, entre 2014 et 2018.

Ce sont plus de 4 000 jeunes qui ont bénéficié d'une formation du RSMA.

17 M€ pour l'insertion professionnelle des jeunes : 21 dossiers programmés pour un volume global de 17 M€ dont 11 M€ de FSE.

Un appel à projets a été lancé avec pour objectif de faire émerger des opérations permettant d'« Augmenter l'emploi par la création d'entreprises pérennes » pour une enveloppe de 5M€ de FSE, ainsi qu'une opération portant sur le programme de formation professionnelle des jeunes de la Collectivité Territoriale de Martinique.

6,6 millions d'euros pour l'Initiative pour l'emploi des jeunes.

Le projet « Atout inclusion » soutenu par l'IEJ (Initiative Emploi Jeunes) prévoit de favoriser l'accès à l'emploi de 400 jeunes de 18 à 25 ans sans emploi et ne suivant ni enseignement, ni formation, avant la fin de l'année 2018.

40 dossiers sont programmés pour un coût total de 43 M€ dont 29M€ de FSE.

Ces dossiers concernent principalement :

- Le Programme de Formation des Adultes de la CTM,
- La formation tout au long de la vie des actifs au travers d'actions de formations diplômantes ou qualifiantes à destination des salariés, demandeurs d'emploi.



CHIFFRES CLÉS

Élévation des compétences pour l'emploi :

➡ 43 millions d'euros investis